

# CARTE BLANCHE



## **GRANDE INTERVIEW DE MOHAMED ENNAJI**

**« Il faut un torrent économique  
pour briser les résistances culturelles »**  
Propos recueillis par Fadma Aït Mous & Driss Ksikes

**Essai de réflexion  
Thèses et synthèses**

**Dernier mot**  
**Chroniques tunisiennes** par Nadia Alaoui Hachimi

# « Il faut un torrent économique pour briser les résistances culturelles »

Propos recueillis  
par Fadma AIT MOUS : Chercheuse, CESEM, Rabat.  
et Driss KSIKES : Directeur du CESEM, Rabat.

*Votre dernier essai, Le sujet et le mamelouk – Esclavage, pouvoir et religion dans le monde arabe, retrace la genèse de la sujétion dans le monde arabe. Vous ne parlez pas du 20ème et du 21ème siècles, mais votre analyse laisse croire qu'il y a constance et continuité dans ces histoires de servitude. S'agit-il d'un déterminisme historique ?*

C'est une certaine insatisfaction ressentie après tous les travaux sur le Makhzen et ne rendant pas fondamentalement compte de la sujétion au Maroc, qui est à l'origine de ce travail. Comprendre les mécanismes de domination, aller au fond des choses pour en saisir l'essence, voilà l'objectif. Il va de soi qu'il est question du présent avant tout, sinon il s'agirait d'une lecture historique sans intérêt. Car il y a une constante entre hier et aujourd'hui : la sujétion est toujours là. Et l'histoire est d'autant plus importante qu'une autre question se pose, liée à l'islamisme et à son « projet social », où le passé pèse très lourd. Ce sont ces

**Depuis ses premiers travaux au côté de Paul Pascon, jusqu'à son dernier livre, Le sujet et le mamelouk, à travers tout son parcours, l'économiste Mohamed Ennaji se révèle être un universitaire libéré des carcans académiques, qui cherche à remonter à chaque fois encore plus loin dans le passé, pour mieux comprendre la servitude d'aujourd'hui, et un intellectuel qui s'approche des cercles du pouvoir actuels pour ne pas se tromper de jugement.**

deux éléments conjugués qui m'ont ramené à la matrice, à la genèse. Ceci dit, je suis arrivé à ce sujet sans même m'en rendre compte. C'est cette histoire du caïd Abdallah qui m'y a conduit, après des années de tâtonnement.

*Voilà qui nous ramène à une autre question, planifiée plus loin. Dans Soldats, domestiques et concubines, vous dites modestement que vous ne pouvez tirer de votre analyse une théorie de l'esclavage, tant qu'elle n'est pas généralisée au monde arabe. Après Le sujet et le mamelouk, pensez-vous avoir développé cette théorie ? Et si oui,*

*laquelle ?*

Je crois que le fait d'avoir jusque-là perçu l'esclavage dans la même perspective que le modèle occidental, c'est-à-dire sous l'angle exclusif du système productif, a enfermé la réflexion dans la perspective étroite de l'esclavage domestique et a éliminé toute possibilité d'attribuer à cette institution une fonction importante et essentielle dans le monde arabe, particulièrement dans le système politique. Cet état des choses a profondément appauvri la pensée politique. Et voilà que le fait d'avoir laissé de côté l'esclavage productif s'est révélé fructueux. Parce qu'il y a

quand même des choses... il est sûr que les pays arabes sont différents, il y a cependant une caractéristique commune aux monarchies comme aux républiques, c'est le pouvoir illimité du chef ; c'est la référence à l'islam quant à la légitimité du pouvoir. Ce sont des invariants.

*Sommes-nous condamnés à l'autoritarisme ? Est-il véritablement une fatalité?*

C'est le fait d'appliquer mécaniquement des recettes «démocratiques» empruntées à l'Occident qui est à l'origine de telles croyances qu'on pourrait qualifier de grossières bêtises. On n'était pas du tout dans une logique d'évolution européenne et on ne peut en conséquence créer aussi facilement de toutes pièces des institutions qui sont le fruit de plusieurs siècles d'évolution ailleurs. Aussi, nous faut-il comprendre les fondements de l'autoritarisme chez nous, afin d'y voir clair et de penser l'avenir de façon lucide.

*Vous écrivez dans l'un de vos articles que «la réponse primordiale à l'ensemble des questions actuellement en jeu – de la stratégie de développement, aux différents aspects liés aux modalités d'exercice du pouvoir et aux droits de*

*Les questions stratégiques qui gravitent autour de l'économie pur concernent le retour de la logique de guerre, les confrontations par media interposés, et les questions territoriales (Sabara) et régionales*

Mohammed  
Ennaji

## Le sujet et le mamelouk

Esclavage, pouvoir et religion  
dans le monde arabe

Avec une préface de Régis Debray

Essai  
MILLE ET UNE NUITS

## Bibliographie

sélective de Mohammed Ennaji

### LIVRES



- *Le sujet et le mamelouk. Esclavage, pouvoir et religion dans le monde arabe.* Préface de Régis Debray. Essai. Mille et une nuits. 2007.
- *L'amitié du prince*, suivi d'autres textes. Casablanca : Editions Aïni Bennaï, 2005. 137 p.
- *Serving the master : slavery and society in nineteenth-century Morocco* ; transl. by Seth Graebner. - London : Macmillan Press, 1999. - 166 p.
- *Expansion européenne et changement social au Maroc, 16ème-19ème siècles.* - Casablanca : Eddif, 1996. 174 p.
- *Soldats, domestiques et concubines : l'esclavage au Maroc au 19ème siècle* ; préf. de Ernest Gellner. - Casablanca : Eddif, 1994. - 220 p.
- *Le Makbzen et le Sous al-aqsa : la correspondance politique de la maison d'Illigh*, Avec Paul Pascon, 1821-1894. Paris : CNRS éditions, 1988. - 248 p
- *Les paysans sans terre au Maroc* - Casablanca : Toubkal, 1986. - 133 p.

### ARTICLES

- «*Crises de subsistances, endettement de la paysannerie et transformations sociales : le cas du Maroc au 19ème siècle*» In Maroc actuel : une modernisation au miroir de la tradition ? / Etudes réunies par Jean-Claude Santucci. Paris : CNRS éditions, 1992. - p. 17-43.
- «*Le trône du roi et la chaise de l'ambassadeur : à propos d'un incident diplomatique à la cour de Hassan 1er*» In Travaux de la rencontre nationale sur la réforme du droit et le développement humain, [tenue à] Rabat, les 30 juin et 1er juillet 2005 / [organisée par] la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Rabat-Agdal ; en partenariat avec le Centre marocain des études juridiques et l'Institut marocain des juristes francophones ; préface de Farid el Bacha, 2006. - Vol. 2, p. 94-103.
- «*Culture et changement social au Maroc*» In Le Maroc en mouvement : créations contemporaines / sous la direction de Nicole de Pontcharra et de Maati Kabbal, Paris : Maisonneuve et Larose, 2000. - p. 27-32.
- «*De l'ancien sous couvert du nouveau*» In Les Cahiers de l'Orient : revue d'étude et de réflexion sur le monde arabe et musulman. - N. 58 (2000). - p. 135-144.
- «*Réforme et modernisation technique dans le Maroc du 19ème siècle*» In Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée. - N. 72 (1994). - p. 75-83.
- «*Une science sociale au Maroc, pourquoi faire ?*» In Peuples méditerranéens : revue trimestrielle Mediterranean peoples. - N. 54-55 (1991). - p. 213-220.

*l'homme... est étroitement conditionnée par le traitement réservé au problème culturel au sens large». Faut-il lire que la citoyenneté ne s'acquiert pas mais se mérite, une fois que les conditions culturelles sont réunies ?*

À mon sens, c'est essentiel. Il n'y a pas eu une révolution philosophique en Europe pour rien, il n'y a pas eu une révolution culturelle en Chine pour rien. Sans cela, les sociétés ne changent pas et surtout ne prennent pas conscience de leur changement. Mais quand je dis «culture», il faut qu'on s'entende bien. Pour moi, la culture au Maroc relève de l'infrastructure. Durant tous les siècles de ce qu'on appelle la formation du nationalisme marocain ou de la nation marocaine, la culture a été déterminante. Ce ne sont pas des pôles industriels et des pôles économiques qui ont structuré l'espace national, ce sont des pôles religieux. La culture fondamentalement religieuse a structuré l'espace. Malgré tous les débordements économiques contemporains, nous ne sommes pas définitivement sortis de ce modèle. Les problèmes viennent justement de là: l'économie a changé, la société aussi, mais la culture reste, dans ses profondeurs, inchangée, malgré l'usure dont elle fait l'objet. Je veux dire la culture en tant que représentation du monde. Or, c'est ce qui détermine toutes les réponses de notre société, de notre État. Jusqu'au début du 20<sup>ème</sup> siècle, tout a été déterminé par des réponses culturelles, sans qu'il y ait de rupture à ce niveau.

*En quoi consisteraient ces ruptures «culturelles» ?*

Elles nous permettraient justement d'échapper à cette prééminence du religieux, à ne pas nous y engluer encore plus, ce qui serait faire le jeu des

islamistes et un signe de l'absence de projet social réellement moderniste. Alors que la question est de passer d'un paradigme à l'autre, celui de la modernité, de la raison scientifique.

*Il y a quelques années, nous écoutions tous l'adhan (l'appel à la prière) sur la radio de la RTM. Aujourd'hui, alors qu'il existe de très nombreuses chaînes, il est exclusivement disponible sur la chaîne Mohammed VI pour le Coran. Est-ce qu'il n'y a pas quand même (comme une étude de Tozy, El Ayadi et Rachik le montre quelque part), une certaine sécularisation en marche. Cette usure dont vous parlez, est-ce que vous ne la sous-estimez pas un peu ?*

J'ai écrit quelque part que nous sommes au seuil de la rupture culturelle, ce qui veut dire que la culture dominante n'est plus en mesure de contenir parfaitement, sans problèmes, les changements intervenus dans notre société. Le problème est qu'on ne franchit pas le seuil et qu'on ne pense même pas à l'éventualité de le franchir. Les conditions n'y sont

## Le pouvoir fascine toujours, pas seulement comme objet de recherche, mais plus encore par son pouvoir d'hypnose.

pas encore propices. Il faut d'abord que l'économie joue pleinement son rôle. En Europe, l'économie a déferlé, tel un torrent qui a tout brisé sur son passage. Ici, elle est encore anémique, elle n'atteint pas ce seuil qui fait éclater les barrières. Parce que les campagnes ont toujours été très faibles, ce sont les villes qui, à un certain moment, ont été des centres, mais animés par le commerce, non par la production, ce qui est la première condition. La deuxième, c'est le culturel. Aujourd'hui je veux bien qu'on me montre qui, dans ce pays,

a un projet culturel clair qui pose le problème, qui pose les liens entre les différentes instances. Personne n'ose affronter la religion...

Et puis regardez les campagnes, même aujourd'hui ! Quel contraste avec la ville ! L'emprise de celle-ci sur les campagnes est encore faible : c'est un héritage historique et l'une des causes du sous-développement du Maroc.

*Vous écrivez dans Expansion européenne et changement social au Maroc (16<sup>ème</sup>-19<sup>ème</sup> siècles) que l'économique «est une source de souci pour le pouvoir. Jugé subversif, il est bridé et contenu. Un système de verrous est mis en place pour le contrôler». Pensez-vous que le système politique marocain ne puisse réellement favoriser un libéralisme économique ? Autrement dit, l'Etat marocain, qui a un sous-basement religieux, a-t-il lui-même peur du torrent ?*

J'ai en tête une citation du Prophète qui s'inscrit dans ce cadre : «*ettabban li dhahabi wa alfidda*» (lit. malédiction sur l'or et l'argent). C'est très profond : en fait, c'est tout simplement l'effet de désagrégation des structures, des rapports personnels de façon générale. Et c'est exactement ce qui se passe jusqu'à la

fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Pourquoi l'Etat marocain ferme-t-il les portes et tient-il toujours à contrôler les circuits de passage et de circulation des marchandises ? Pourquoi centralise-t-il les relations avec l'étranger ? Et à l'intérieur, pourquoi contrôle-t-il les différents centres marchands ? C'est tout simplement parce qu'il sait que ce sont pratiquement des sources de subversion contre lui. Aujourd'hui, avec la mondialisation, c'est très difficile, mais il contrôle quand même. D'abord par la maîtrise du processus de décision dans l'ad-

ministration, qui est essentiel aux entreprises, ensuite par le contrôle de pôles économiques puissants, et enfin, par la distribution de richesse et de légitimité à ceux qui en sont déjà pourvus.

*En tant qu'économiste, pensez-vous, comme Weber, que c'est la réforme économique qui entraînera le besoin de réforme religieuse ?*

Pour moi, c'est central. J'ai beaucoup travaillé sur le Moyen Age et je suis fasciné par la force avec laquelle l'économie a desserré les rapports sociaux. Et c'est vraiment l'agriculture qui a relâché tous les étaux et préparé de loin la faillite de l'Eglise et l'économie dans l'agriculture ! L'Etat européen moderne est né sur ce terreau-là. Le jour où, chez nous, l'économie fonctionnera à plein régime, elle fera sauter les verrous... On peut voir dans des choses très simples, par exemple dans les rapports familiaux, comment l'économie vient à bout des comportements et des rapports. Le fils ou la fille qui émigre, se marie à l'étranger... tous les blocages religieux sautent, malgré le respect de façade. Economie oblige.

*Et là encore, vous pensez qu'on n'est «pas en mesure de», ou pensez-vous qu'il y ait un mouvement latent en train d'agir ?*

La croissance économique reste faible et irrégulière, elle n'est pas suffisante pour accélérer le changement. Nous ne sommes plus au stade de séculariser par morceaux, entre nous, dans le secret de la pratique quotidienne. Nous devons passer au stade de la rupture réfléchie et explicite. Notre discours dans les années soixante-dix, très radical en apparence, ne prenait pas en compte ces lenteurs, le poids des structures... Il l'a payé cher.

*Dans Islam et esclavage, Malek Chebel conclut que l'islam «dit l'inverse de ce*



*que les musulmans pratiquent, et c'est une énigme en soi. La duplicité humaine qui consiste à transformer un message d'émancipation en goulag humain fait partie intégrante de ce paradoxe». Votre livre vient à un moment où l'on accable les fondamentaux de l'islam de biais produits par l'histoire des musulmans. Pensez-vous que l'autocratie ait une origine textuelle ou contextuelle ?*

Pour moi, l'islam n'a pas tout bouleversé. Sur certains plans, il y a non seulement continuité mais même retour en arrière, comme sur la question de la liberté. Le monde

arabe était une société tribale au moment de la naissance de l'islam. Et de l'islam, dans une telle société, est né un Etat, ce qui est déjà révolutionnaire. Mais comment mettre en place une structure autoritaire aussi impressionnante dans ces conditions? Le seul lien d'autorité efficace et existant à l'époque était l'esclavage. Alors, il fallait s'appuyer dessus. Mais dire que l'islam a posé les bases de la libération des esclaves et que les sociétés n'ont pas suivi est une erreur provenant d'une méconnaissance des textes.

Dans mon livre, la nouveauté consiste dans une autre lecture des textes, moins conditionnée par les représentations. Voyez : *Al-mouharrar* (l'affranchi) n'est pas le *horr* (l'homme libre) ; il s'agit de deux statuts différents, on est loin de l'abolition de l'esclavage...

*Vous écrivez dans l'Amitié du prince que le pouvoir «est friand de servitude». C'est la «société de cour» qui produit les mécanismes de servitude ou bien le réflexe de «servitude volontaire» qui l'alimente ?*

La servitude volontaire est commune et l'on peut s'en rendre compte de nos jours, même dans les régimes modernes occidentaux, en observant les cercles du pouvoir. Dans la cité arabe, ce phénomène existe évidemment. C'est tout à fait clair. Pour ma part, j'ai voulu insister sur les mécanismes de servitude contrainte, c'est-à-dire la mainmise du pouvoir sur des richesses limitées, notamment l'eau, les terres fertiles, le commerce. Tout cela fonctionne sur la base de la servitude, et il n'y a pas, en dehors d'elle, d'autres modalités pour accéder à la société de cour et d'approcher le roi. Nous sommes en présence d'un autre système social, différent de l'euro péen.

*Vous avez toujours été personnellement au seuil de l'espace qui tourne autour du pouvoir. En quoi cette position vous a-t-elle ou pas aidé dans la compréhension de la servitude ?*

Le rapport d'autorité est fascinant. Il ne faut pas se faire d'illusions. Même des observateurs européens sont fascinés par le Palais et ses alentours, par ses éclipses et ses apparitions. Observer de près ce rapport en mouvement est certes une chance qui aide à mieux formuler ces questions, à mieux se rendre compte de la complexité du lien d'autorité et

de ses mystères. C'est intéressant au niveau de la psychologie de la servitude.

*Pour le scientifique et l'essayiste qui travaille sur des éléments comme ceux-là, quel type d'empathie (ou non) cela crée-t-il ? Et quelle distance faut-il observer ?*

Le hasard fait beaucoup de choses dans la vie. Pour moi, il faut lui rendre grâce. Je ne crois pas qu'il y ait une attitude claire, tranchée et définitivement figée. C'est rare dans l'histoire : il n'y a que les saints ou les gens privilégiés destinés à une mission qui relèvent d'un tel état. Pour la plupart, le basculement d'un côté ou de l'autre peut intervenir à n'importe quel moment, parce que le pouvoir fascine toujours, pas seulement comme objet de recherche, mais plus encore par son pouvoir d'hypnose.

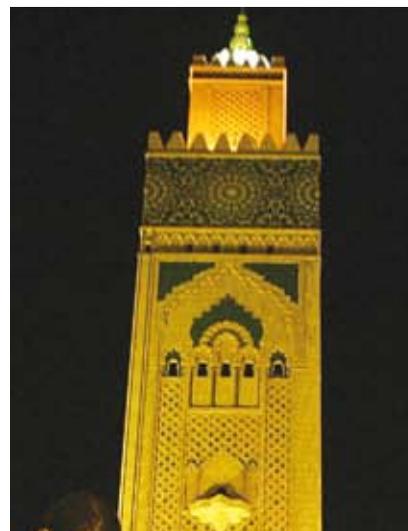
*Vous êtes un passionné du 19ème siècle, pensez-vous comme Abdallah Laroui que (presque) tout a été déterminé par ce siècle-là ? Est-ce de la distance académique ou de la prudence politique ?*

Non, je ne le pense pas. Je pense en revanche que la fin du Moyen Age, le 16ème siècle en particulier, a été déterminant pour la formation de la société. L'Etat chérifien est né durant cette période, le chérifisme n'est pas né au 19ème siècle. A mon avis, ces siècles qu'on a négligés sont absolument fondamentaux... A ce sujet, le livre récent de Rosenberger sur le 16ème siècle<sup>1</sup> comme celui de Mohamed Kably sont très importants. Cependant la transition vers le capitalisme moderne a été entamée au 19ème siècle et, sur ce plan, Abdallah Laroui a raison.

*Ce retour au passé importe pour vous, parce qu'il permet d'éclairer le présent. Mais est-ce que ce sont les mêmes structures qui continuent ? Quelle relativité faut-il avoir par rapport au présent ?*

Revenir au passé est important pour mieux comprendre. Par exemple pour lire les mécanismes autoritaires, pour lire la nature de l'Etat etc, il faut revenir au passé pour mieux comprendre. Évidemment, les choses ont structurellement beaucoup changé. C'est tout à fait clair, nous ne sommes plus dans une

**Nous ne sommes plus au stade de séculariser par morceaux, entre nous, dans le secret de la pratique quotidienne.**



société tribale, nous n'avons plus des économies archaïques, même si l'agriculture reste faible, les gens ne sont plus aussi ignorants... Mais le mécanisme du pouvoir, quant à lui, est resté le même dans son essence.

*Vous évoquez dans vos écrits plusieurs types de résistance à la modernité. Par ailleurs, vous affirmez, en concluant votre premier livre sur l'esclavage (Sol-*

dots, domestiques et concubines), que ce phénomène finira par disparaître. Ces résistances à la modernité disparaîtront-elles aussi par la force des choses ou bien nécessitent-elles une intervention du politique ?

Je ne crois pas qu'un changement social radical puisse s'opérer comme ça, sans frottement, sans vision d'avenir, sans initiative et projet social. Or, notre société est encore captive d'anciennes représentations du monde, ce n'est pas simplement un problème politique. Il y a nécessité d'une révolution culturelle. Et quand je dis révolution culturelle, c'est avec tout son contenu, parce que la notion suppose une économie autrement gérée, autrement expansive... Ce qui veut dire rompre avec les représentations surannées et archaïques du monde, œuvrer pour une société qui maîtrise son évolution et mettre ainsi en place les bases d'une vraie citoyenneté, tout cela de façon explicite et sans que ce soit encore enrobé dans un tissu de considérations religieuses. Autrement dit, des décrets d'un Etat moderne et non des fatwas. Un exemple parmi tant d'autres : l'égalité de la femme et de l'homme, sur tous les plans, et notamment et particulièrement sur celui de l'héritage.

*Votre étude lexicale des termes en rapport avec le pouvoir présente le monde arabe comme une catégorie en soi. Le monde arabe est-il culturellement homogène ?*

Bien sûr que non, c'est clair ! Mais là, je donne des éléments, des pistes. Après, il faut faire des comparaisons pour arriver à des choses beaucoup plus approfondies, plus affinées, mieux construites. Cela dit, il est quand même étrange que l'étude du lexique arabe permette d'expliquer bien des choses au Maghreb ! Il est important de noter que des agissements « locaux » (esclavage, sujétion, soumission, etc.) trouvent leur explication dans un passé lointain et dans les replis de la langue arabe.



*Votre approche lexicale semble être inspirée par la philologie, qu'en est-il réellement ? Et en quoi cette méthode est-elle fructueuse ?*

Fructueuse elle l'est, assurément ! Et pour cause : les sources classiques investies traditionnellement par la recherche historique se taisent sur bien des aspects. Alors j'ai préféré, pour ouvrir des pistes nouvelles, adopter une démarche autre, qui consiste à questionner les mots et à les faire parler. Et ils ont une prodigieuse mémoire, comme vous voyez.

*On a l'impression que vous êtes un éternel autodidacte.*

Oui. Parce que je n'ai pas de formation philosophique, je n'ai pas de formation à proprement parler historique. Mais en même temps cette posture d'autodidacte libère. Elle ne castre pas et incite à l'aventure, aux tâtonnements qui peuvent se révéler très productifs.

*Donc pour vous, les cadres théoriques sont des carcans qui nous empêchent d'avancer...*

A un certain moment, sur un certain plan, quand la réflexion est bloquée, quand elle n'avance plus. C'est le cas de la recherche sur le Makhzen.

Alors, il faut poser de nouvelles questions, réfléchir sur la démarche à suivre, c'est essentiel.

*Est-ce votre compagnonnage avec Paul Pascon qui a été à l'origine de cette démarche du «flair» ?*

Oui, de toute façon, tout vient de cette aventure avec lui. Et cela a déjà commencé par exemple dans La correspondance politique. Il fallait lire de grandes sommes, tel le Maassoul de Moukhtar Soussi. C'est pourquoi je pense que les choses ont commencé avec Paul et grâce à lui. C'est un vrai maître qui vous porte au-delà de ce que vous êtes.

*Vous êtes, donc, l'un des disciples/companions de Paul Pascon. Vous avez été de l'expérience de Lamalif. Pensez-vous que le croisement du politique et du culturel, possible à l'époque, ne puisse plus se reproduire ?*

L'université ne me semble plus aussi productive qu'elle l'était dans les années soixante-dix. On raconte beaucoup de mensonges sur le nombre de publications, sur la richesse culturelle, c'est tout à fait faux. Aujourd'hui, nous sommes dans la logique d'une évolution qui a vu disparaître le Bulletin économique et social, de Lamalif, et ce n'est pas

uniquement à cause du ministère de l'Intérieur. C'est vraiment une évolution beaucoup plus grave, parce que si c'était uniquement Basri qui avait interdit, cela pourrait reprendre. Regardez *Hespéris*, qui paraît au compte-gouttes. C'est le signe d'une grave crise de la pensée chez nous. Voyez combien le politique est pauvre à ce niveau, ce qui est une des conséquences de la morosité régnant dans les universités. Le champ scientifique doit être refondu, restructuré, afin que la recherche puisse reprendre sérieusement et sur des bases nationales. Regardez-la aujourd'hui:

*Ça veut dire déconstruire la matrice culturelle ?*

Remettre en question les origines, penser l'impensé, désacraliser les hommes et les textes fondateurs. S'en prendre au «quartier général», en un mot.

*Sur cette question, deux noms, Laroui et Jabri : pour aller vers la modernité, l'un prône une relecture de l'intérieur, l'autre de l'extérieur. Vous semblez opter pour la voie de l'intérieur. Pourquoi ?*

C'est une déformation d'économiste. La force des néo-radicaux a été d'être d'excellents connaisseurs de

## L'amour de la musique me vient sans doute de loin, même si je n'organise pas de festival soufi. J'aime la musique, un point, c'est tout.

elle est l'œuvre d'individus, reliés la plupart du temps à des structures non nationales. Les mécanismes d'incitation n'existent plus au niveau national. Ce n'est pas pour rien que l'université a perdu son rôle politique d'avant-garde progressiste et que les islamistes l'ont investie aujourd'hui. Elle a perdu en même temps son rôle de formation et d'espace de recherche.

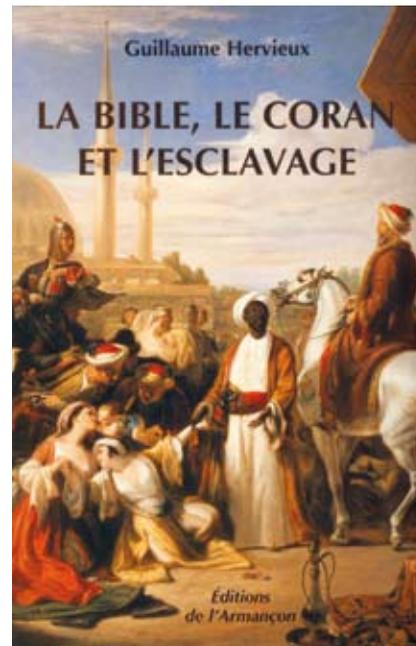
*Il y a une littérature libérale abondante écrite en arabe. Mais parce qu'elle a été cataloguée de gauche, elle est aujourd'hui oubliée. Vous inscrivez-vous dans la même lignée ?*

C'est un cheminement de longue haleine. Et ce n'est pas le travail d'un ou deux chercheurs. Il y a bien longtemps que des chercheurs ont parlé de lecture rationnelle du Coran..., mais on doit aller un peu plus loin et secouer les idées reçues un peu plus fort.

l'économie néoclassique, de prendre ses hypothèses et de les critiquer. Donc, c'est une critique interne qui déconstruit tout. Je pense que c'est vraiment ce qu'on doit faire. Parce que la question n'est pas de dire : «C'est vrai ou c'est faux !» Là n'est pas la question... Mais il y a lecture de l'intérieur et lecture de l'extérieur. La mienne est d'un certain côté extérieure, c'est-à-dire qu'elle ne s'empêtre à aucun moment dans le discours dominant.

*Dans un beau texte, Autant en emporte le vent, vous décrivez l'agitation du vent et évoquez Essaouira comme une sorte de «germe de dissidence créatrice». D'après vous, où se situent les lieux de cette dissidence créatrice ?*

Essaouira, pour moi, c'est le mouvement hippie et c'est le vent dans le sens de la liberté et du refus du conformisme. C'est cette plage immense qui semble ouvrir tant de perspectives de liberté. Je me situe



d'emblée, non pas dans la cité de la jet-set, mais dans celle, plus souterraine, des marginaux. Le mot est lâché, j'adore les marges créatrices. J'ai un ami qui est le guide parfait dans cet espace, c'est le peintre Houssein Miloudi. Il détient les secrets des lieux.

*Vous êtes un mélomane. Dans vos écrits, on sent un rapport très particulier au rythme et au silence. Comment définissez-vous le lien entre la musique et l'écriture ?*

Je ne travaille jamais sans la musique. Et curieusement, je pense que l'école coranique n'a pas été sans effet à ce niveau. Parce que l'école coranique, c'est d'abord le rythme. J'écoute beaucoup le Coran, et il y a des lectures (tartil) qui sont absolument fantastiques. Le prophète Mohammed avait une conscience aiguë de l'importance du chant et recommandait de chanter le texte sacré. Le chant a été fondamental pour séduire et convaincre les croyants. L'amour de la musique me vient sans doute de loin, même si je n'organise pas de festival soufi. J'aime la musique, un point, c'est tout. ■

La revue ) sociale, économique et managériale (

**ECONOMIA**

# Le pont du savoir

entre les stratèges et les acteurs

Parution trois fois par an : en février, juin et octobre ♦ Disponible dans tous les kiosques et par abonnement ♦ Pour toutes informations, contactez le 037 67 37 46 ♦ [www.cesem.ma](http://www.cesem.ma)

# Le Maroc

## vu par ses spécialistes

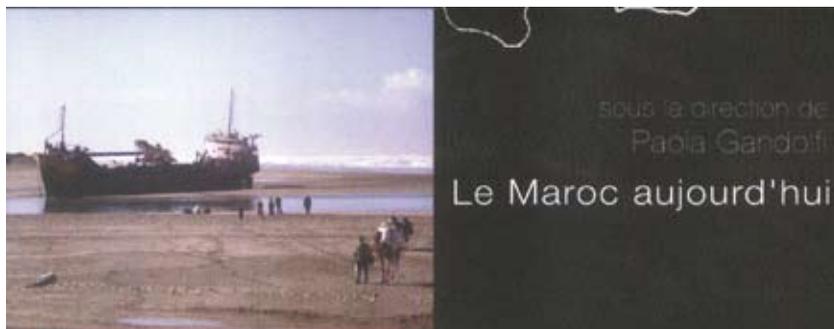
par Driss Ksikes  
 Directeur du CESEM, Rabat.

Parlant un arabe oriental mais avec assez de mots du terroir pour se faire comprendre, l'arabisante Paola Gandolfi a accumulé suffisamment de connaissances sur le Maroc migratoire, en particulier, pour tenter de saisir «les flux et reflux» et, partant, les mutations qui traversent l'ensemble du pays. Elle a donc invité en janvier 2005, à l'université de Venise, un groupe hétérogène de spécialistes (sociologues, économistes, politologues, anthropologues, critiques littéraires, berbéristes, artistes), pour se mettre au chevet du patient chérifien et tâter le pouls de ce Maroc pluriel, en mutation, voire en processus irréversible d'ouverture, mais impossible à capter sans un retour sur la mémoire et le passé. Le résultat s'appelle «Le Maroc aujourd'hui», un ouvrage, aux regards multiples, qui nous aide à peine à en saisir l'essence

### Enseignements polyphoniques

«Les voix polyphoniques, explique-t-elle, et les formes de parcours individuels et collectifs, les fragments d'histoire et les tentatives incertaines de narration du présent brossent un

Dans ce livre collectif, **Le Maroc aujourd'hui**, orchestré par Paola Gandolfi, se dessinent quelques traits distinctifs du pays, sous la plume de spécialistes reconnus et suffisamment légitimes pour en dresser le portrait présent. Sauf que l'image qui se dessine manque visiblement de netteté.



portrait flou du Maroc d'aujourd'hui». Que ressort-il de cette nébuleuse ? Que le Maroc ouvre des brèches, qui peuvent se refermer si l'on ne sait pas enfoncer le clou. Exemple évoqué par Mohamed Tozy, en rapport avec l'IER, «ces mémoires collectées par l'IER constituent un important matériau pour l'écriture de l'histoire, à condition d'en faire une histoire». Il estime, à juste titre, que même si le travail de l'IER en fournit les

moyens, sans une contextualisation des auditions et une «ethnographie des témoignages», on n'arriverait pas à écrire l'histoire contemporaine du Maroc, œuvre salutaire pour mieux avancer. Autre exemple, en lien avec l'affaire du Sahara, mis en exergue par Khadija Mohsen-Finan, «l'autonomie ... peut constituer une sortie de crise ... mais elle implique pour le Maroc une transformation relative à son assise territoriale et à son régime

interne qui peut affecter son identité politique».

En somme, la prise en compte des risques, l'engagement réel dans la voie des réformes ébauchées ou annoncées, tout cela semble encore marqué par une dose d'hésitation (ou d'incertitude) manifeste. Pourquoi? Dans son article, «sortie d'autoritarisme : le Maroc à la recherche d'une voie», Abdellah Hammoudi estime que les «libertés acquises n'embranchent guère sur les leviers de transformation : la Constitution n'a connu aucune modification, le Parlement continue sa tâche d'enregistrement, et l'insertion de la monarchie dans les structures locales, aussi bien que dans l'économie, est puissante, voire étendue». Autrement dit, le Maroc de la nouvelle ère se donne en spectacle, mais n'arrive pas à effectuer de ruptures. Mais est-ce uniquement une affaire de pouvoir? En lisant l'article de l'anthropologue Hassan Rachik, sur «la marocanité», on est tenté de croire que la neutralité, l'ambivalence et l'instabilité des Marocains compliquent fortement la donne du changement.

### **Vous avez dit «réforme» !**

Qu'en est-il alors des réformes en chantier, promises, annoncées ou à peine amorcées? Sur le volet économique, fort déterminant pour le reste, Larabi Jaïdi énumère les raisons qui freinent le processus de réforme : «le faible impact de la privatisation, la timidité des réformes fiscales et la volonté de sauvegarder les intérêts des clientèles politiques du régime». Si l'économiste socialiste énumère les privilèges indus qui montrent pourquoi le développement sans démocratie restera amputé, l'historien Mohamed El Ayadi demeure sceptique quant à la capacité des ministères des Habous et de l'Éducation nationale à moderniser l'enseignement religieux et à se débarrasser



de l'idéologisation de l'éducation dans sa globalité. Les raisons de son incrédulité sont de deux sortes : le contenu des manuels et la formation des enseignants, également mis en cause dans les rapports de l'OMDH et de l'AMDH.

Au fond, que ce soit d'un point de vue social ou économique, le Maroc d'aujourd'hui semble être au bord d'une rupture possible, mais s'avère être à cours de ressources, humaines en particulier, pour franchir le pas. Mais l'un des contre-exemples, bien élucidé par l'anthropologue Hayat Zirari, est le statut des femmes. Sur ce chapitre, tout aussi crucial que celui de la sécularisation, il s'avère que les préalables juridiques et institutionnels, requis pour l'amorce d'un changement, ont été établis, avec plus ou moins de bonheur. Mais, comme le montre l'historienne Yolande Cohen, sur ce même chapitre, la question de la domination masculin / féminin demeure encore un frein structurel majeur. Pas seulement au Maroc, d'ailleurs.

### **Des témoignages pour changer**

Au-delà de tout déterminisme culturel, le livre nous invite, par

ailleurs, à lire des témoignages individuels, singuliers, de migrants, de créateurs et autres acteurs de la scène socioculturelle. À côté des femmes qui se battent pour que le «je» individuel existe face au «nous» conjugal et familial, le poète Jalal Hakmaoui explique comment les manieurs du verbe font exister le «je» trash, inclassable, face au nous tribal en régression. Et le «nous» dogmatique, religieux? De bout en bout, Gandolfi a évité, sciemment, de mêler les islamistes à ce puzzle déjà assez composite. Est-ce une omission, une exclusion ou un acte manqué? Elle en est suffisamment consciente, mais elle a voulu sortir des sentiers battus. Au-delà des stéréotypes ressassés, elle invite le lecteur, étranger principalement, à découvrir un Maroc empêtré dans une dynamique complexe de changement. N'aurait-il pas fallu intégrer la donne islamiste pour montrer combien l'équation est difficile à résoudre? Par optimisme mais aussi pour favoriser l'approche culturelle, elle fait l'impasse sur l'instrumentalisation politique de la culture. Cela donne un Maroc d'aujourd'hui, assez partiel. ■

Sous la direction de Paola Gandolfi ; Le Maroc d'aujourd'hui : Ed. Casa editrice il Ponte, 2008

# Thèses et synthèses

par Fadma Aït Mous  
Chercheuse, CESEM, Rabat.

## Le culte de la marque

Lahoucine Berbou

La thèse d'Etat en sciences de la gestion de Lahoucine Berbou est intitulée *Contribution à la connaissance des effets de la confiance et de l'attachement à la marque sur le capital de marque : Rôle de la fidélité à la marque - Cas de produits de grande consommation*.

Elle traite de la marque, outil stratégique de marketing et phénomène central des économies modernes. L'auteur s'intéresse tout particulièrement «au rôle joué par les facteurs affectifs (tels que la personnalité et l'attachement) et cognitifs (comme la confiance) dans la création et la consolidation de la valeur de la marque, en considérant la fidélité comme une variable médiatrice». Le principal apport de cette recherche réside dans le fait «d'avoir identifié et analysé les relations qui existent entre l'univers psychologique de l'individu (exprimé par sa personnalité et sa prédisposition à faire confiance à la marque) et celui de la marque (exprimé par son identité, son image et ses caractéristiques intrinsèques)». L'auteur démontre ainsi que la performance d'une marque réside moins dans ses caractéristiques intrinsèques que dans

ses relations d'échange avec son environnement.

L'autre apport, non moins important, de cette thèse est d'avoir construit un modèle de mesure du capital de la marque. Lahoucine Berbou considère à ce propos que «très souvent, on mesure la fidélité à la marque à partir des achats précédents des consommateurs en négligeant ses composantes attitudinales. Le présent travail a permis de prendre en considération les deux niveaux, mais des développements restent à faire dans ce sens ou dans un autre. Autrement, en plus de ces mesures de la part dumarché et du prix relatif, d'autres indicateurs de la performance de la marque, comme la contribution directe de la marque au profit, devront être estimés». Ce modèle agrégé utilisant les marques comme unités d'analyse «a été validé via une étude des trajectoires allant de la fidélité comportementale vers la part de marché et de la fidélité attitudinale vers le prix relatif».

Sous la direction de Elmostafa Bensalem et Eric Vernet  
Université Cadi-Ayyad, Marrakech : 2005

## Le 21ème siècle est-il celui de l'ingérence ?

Mohamed Saïd Alj Bentires

La thèse de doctorat d'Etat ès sciences politiques de Mohamed Saïd Alj Bentires s'intitule *Genèse et développement du principe de non-intervention en droit international public*.

Elle a pour objectif d'étudier le principe de non-intervention en droit international, en tant que principe juridique servant à contrôler la légalité des actes internationaux, le principe de non-intervention étant défini comme une obligation négative, dans la mesure où il constitue la négation de la pratique d'intervention. Ce principe constitue un «standard minimum de protection, de sécurité pour l'avenir des Etats et des peuples qu'ils abritent et un contrepoids nécessaire à l'exercice du pouvoir discrétionnaire des Etats». L'auteur a minutieusement retracé la genèse de ce principe et son développement, aussi bien dans la doctrine que dans la pratique des Etats ; son évolution, son contenu en tant que principe juridique fondamental. Il est fondamental, car «immanent à l'Etat comme l'est le principe de la souveraineté ou celui de l'intégrité territoriale». Mais sur le plan pratique, c'est l'intervention qui domine, ce qui a suscité de grands débats au sein de l'ONU et parmi les théoriciens des

Publicité



**Conseil - Formation - Communication - Etudes**

Le cabinet KMC experts est le spécialiste du conseil ad hoc au Maroc.

La démarche de ses fondateurs est née de la conviction que seule une synergie des compétences complémentaires d'experts, associée à une réelle connaissance des attentes des clients et du marché permet d'aboutir à une prestation ciblée efficace et efficiente.

Fort de cette vision, le cabinet KMC experts a pour ambition de s'imposer sur le marché marocain comme le partenaire privilégié des entreprises dans les métiers du conseil, des études, de la formation et de la communication.

Le cabinet KMC experts accorde une attention toute particulière au choix de ses intervenants. La force de l'équipe de KMC experts réside dans la diversité des profils et leur complémentarité : qu'ils soient marocains ou étrangers, professeurs universitaires ou professionnels émérites, tous œuvrent dans le but de servir au mieux les intérêts des entreprises clientes.

**N'hésitez pas à nous contacter :**  
par Tél. au 037 57 01 23 ou par e-mail à [contact@kmcexperts.com](mailto:contact@kmcexperts.com)  
11, rue AL BARGHAMOUT N° 5 HAY RIAD, Rabat



L'Irak, le laboratoire malheureux de l'ingérence politique et militaire

relations internationales.

L'apport de cette thèse étant de rappeler l'importance cruciale du principe de non-intervention à l'heure de la mondialisation, l'auteur discute ici de la thèse de la faillite de l'Etat et conclut que la mondialisation «n'est pas en train de faire disparaître l'Etat, mais de l'affaiblir... Cela signifie que l'Etat s'annonce comme seule forme d'abri et de protection de l'individu, par conséquent le principe de non-intervention s'avère d'une extrême importance ; car la souveraineté des Etats et la pérennité de ces derniers en dépend». Dans le contexte actuel, les violations de ce principe dominent la scène internationale sous forme d'invasion (question d'Orient, Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, Panama, Irak, etc.). L'auteur affirme que cela «ne diminue en rien sa propre valeur déterminante d'ailleurs du sort de l'Etat et par ricochet de l'individu. L'ignorer, c'est sombrer dans le chaos et l'incertain». Mohamed Saïd Alj se demande, à juste titre, si le 21ème siècle ne serait pas un siècle de l'ingérence sous prétexte de garantir «la paix», la «démocratie» et le «respect des droits de l'homme» ?

Sous la direction de Mohammed Bennani. Université Hassan II  
Aïn Chock, FSJES - Casablanca : 2007.

## Booster le tourisme par la formation

Fatima Zohra Guertaoui

La thèse de Fatima Zohra Guertaoui s'intitule *Formation et compétences, vecteurs de développement du tourisme au*

*Maroc.*

Elle a pour objectif principal d'étudier la problématique de la formation professionnelle, dans le secteur du tourisme au Maroc. L'ONU définit ce domaine d'activité comme étant «l'ensemble des activités économiques consistant à fournir des produits et services aux voyageurs et aux touristes». Au Maroc, le tourisme a été consacré locomotive du développement depuis l'accord-cadre de 2001 entre gouvernement et secteur privé qui s'est fixé pour objectif d'atteindre le chiffre de 10 millions de touristes à l'horizon 2010. Cette consécration a mobilisé plusieurs acteurs autour de la problématique de la formation professionnelle de ce secteur. Le défi à relever est double. «D'une part, il manque une certaine réactualisation des connaissances scientifiques inhérentes aux nouvelles technologies et à leur évolution et, d'autre part, l'innovation dans les méthodes d'enseignement et de formation fait défaut». En plus de cette insuffisance de la formation, il faut noter aussi la «précarité de l'emploi, le turn-over de la main d'œuvre dans le secteur et la faiblesse des salaires». Fatima Zohra Guertioui met l'accent sur ce qu'elle appelle une «crise des motivations dans les métiers du tourisme» qui, selon elle, s'oppose à la pérennité des emplois et à la fidélisation des ressources humaines. Le défi consiste à développer ces dernières en quantité et en qualité, en vue de créer de vrais emplois durables et «professionnalisables». ■

Sous la direction de Abdelmajid Elcohen  
(Faculté de droit-Université Cadi Ayyad de Marrakech) et la codirection  
de Bruno Sarrasoin (Université de Québec à Montréal-UQAM), 2006.

# Chroniques tunisiennes

## Avenue Bourguiba, mardi 29 avril.

Drapeaux, banderoles, en moins de quelques heures, cette coquette artère du centre ville tunisois se remplit de centaines de personnes. Le président Ben Ali, dont les affiches sont placardées dans toute la ville en vue des élections de 2009, s'apprête à s'offrir un bain de foule avec son «ami» Nicolas Sarkozy, en visite au pays du jasmin. Aux alentours du centre ville barricadé, aucun camion n'est venu transporter la horde de jeunes, bardés de drapeaux tunisiens. La spontanéité en Tunisie se monnaie. Une journée de salaire en moins, une ligne de crédit supprimée du fonds de solidarité nationale (le fameux 26-26 source d'inspiration) pour tout manquement à un déplacement officiel. C'est un journaliste tunisien, en grève de la faim à l'occasion de la visite du président français, qui nous l'affirmait. Info, intox, la pratique, en tout cas, sonne vrai, dans un pays où, depuis cinquante ans, paradoxalement, l'incroyable déploiement de filets sociaux a servi progressivement de filets sécuritaires. Par nature, les dictateurs sont rarement bienveillants.

## Les chiffres trompeurs

Il était professeur d'économie à la faculté de Tunis. Son domaine de recherche : la pauvreté. Un thème en soi peu subversif, comparé à celui des libertés politiques ou des droits de l'homme. Pourtant ses travaux académiques lui ont coûté sa place. Une mise à la retraite tombée un peu plus tôt que prévue, à la suite d'une publication sur le taux de misère en Tunisie. Officiellement, le taux de pauvreté est

de 3%. Par une méthodologie de calcul différente de celle de l'Etat, intégrant les critères entrant dans la composition de l'IDH, l'universitaire voit le taux multiplié par 2. 6% de pauvres contre 3% officiels, rien d'exorbitant, ni même de déshonorant, comparé notamment à la moyenne des pays arabes. Mais en Tunisie, on ne joue pas avec le miracle économique. Notre universitaire l'a compris à ses dépens.

## Le chômage, la plaie du miracle économique tunisien

Ils donnent rendez-vous dans un café populaire de Tunis. Un album-photo, témoin de la centaine de manifestations qu'ils ont organisées ces six derniers mois, leur sert de carte de visite. Elle a 32 ans, il en a 28. Une maîtrise en sciences de la vie pour elle et un master en histoire pour lui, tous deux sont membres fondateurs de l'Union des diplômés chômeurs. Le miracle économique tunisien leur a permis de faire des études supérieures, comme 30% de la population, mais pas de trouver du boulot à la sortie de l'université. Ils ne sont pas les seuls : en Tunisie, 20% des jeunes diplômés sont sans emploi. Conséquence du formidable effort de formation de ces 20 dernières années, le chômage des diplômés reflète aussi le manque de souffle de l'économie tunisienne. Alors à Tunis aujourd'hui, tous les espoirs du gouvernement se tournent vers les investissements émiratis pour lesquels une loi vient tout récemment d'autoriser la concession au dinar symbolique de centaines d'hectares du domaine public. Mais en attendant le ton monte. A Gafsa, au sud-est du pays, dans le bassin phosphatier, la co-

lère de jeunes ingénieurs de la région a tourné, en avril dernier, après trois mois de sit-in et de marches pacifistes, en émeutes.

## Cité Ibn Khaldoun, quartier populaire d'El Bardo, Tunis.

Sa spécialité, c'est la petite cylindrée. La fourgonnette ou la petite 4 portes à 20 000 dinars. Il y a encore cinq ans, Najib, responsable commercial chez Citroën depuis près de 20 ans, en vendait une cinquantaine par mois contre une vingtaine aujourd'hui. Mais en Tunisie, les temps changent et l'acquisition d'une voiture, même dans sa version basique, est devenue un luxe. Résultat : une baisse de revenus de près de 30%, et avec 1 200 dinars en moyenne, pas toujours facile pour ce père de trois enfants de boucler les fins de mois. Et à Ibn Khaldoun, cité populaire où se côtoient immeubles de quatre étages et petites maisons individuelles, il n'est pas le seul. En Tunisie, depuis quelques années, le marché intérieur repose essentiellement sur les banques, placées sous la coupe d'une banque centrale sous contrôle «politique». Une économie de l'endettement qui concerne consommateurs comme entreprises, où les créances sont très souvent douteuses. 25% de celles des entreprises ne seraient pas provisionnées dans les banques à capitaux tunisiens.

«Face au poids de la dette, écrit la chercheuse Béatrice Hibou, tout le monde fait comme s'il n'existait pas de risques systémiques, comme si leur ampleur ne posait pas de graves problèmes». Sans contre-pouvoir, les régimes ont toujours les moyens d'alimenter la fiction. ■

# Fondation CDG

## Ensemble pour un progrès social durable

Soutien des actions de solidarité et de développement humain  
Promotion des talents et des vocations  
Promotion de la culture et du patrimoine  
Appui aux actions de protection de l'environnement

Véritable outil de rayonnement et de cohésion sociale, la Fondation CDG agit à la fois en affirmant la responsabilité sociale du Groupe CDG à l'égard de la collectivité à travers son engagement dans le développement humain et social du pays, mais aussi en rassemblant ses collaborateurs autour des causes d'intérêt général.



A travers ses champs d'actions, la Fondation CDG entend inscrire les priorités nationales de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale au cœur de son action, pour un progrès social durable.

Pour le Maroc Avenir



مجموعة صندوق الإيداع والتوفير  
GROUPE CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION